

Déclaration publique de l'Alliance ACT sur l'Amérique Latine et les Caraïbes

Les membres et forums de l'Alliance ACT de la région Amérique latine et Caraïbes (ALC), sont préoccupés par les énormes contradictions entre les grandes aspirations de l'humanité pour un monde meilleur, telles que reflétées dans le Programme des Nations Unies à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris, et les réalités qui font apparaître une aggravation des inégalités en raison de la reproduction de systèmes économiques qui exploitent de manière excessive la nature, nous exposent à un changement climatique ingérable et légitiment des systèmes politiques qui vont à l'encontre des droits humains.

Nous comprenons que nous sommes en train de vivre un changement d'époque sans savoir si le futur vers lequel nous nous dirigeons sera exclusif ou inclusif. En tant que représentants de l'Alliance ACT en Amérique latine et dans les Caraïbes, nous nous opposons à ce que le projet mondial actuellement dominant basé sur l'exclusion soit celui qui définisse notre avenir, à ce que seuls une minorité s'approprie les richesses mondiales, interdisant au plus grand nombre d'en bénéficier. En effet, un tel scénario aboutirait à la plus honteuse et à la plus scandaleuse des inégalités sur une planète qui, pourtant, pourrait nous accueillir toutes et tous dans la dignité.

Nous proposons et nous nous battons pour un projet d'inclusion qui génère une vie digne et pleine pour l'humanité et la nature, en l'accompagnant de propositions viables, durables et concrètes basées sur notre foi en action, et dans lequel les technologies et les systèmes de production, de distribution et de consommation permettraient d'assurer un *Oikos* sain et durable, et placerait l'individu au centre du développement durable.

La déclaration de l'Alliance ACT appelle à une action commune des organisations basées sur la foi, de la société civile et de tous les autres acteurs qui souhaitent voir émerger un monde inclusif :

Nous plaidons en faveur de l'État de droit et d'une gouvernance fondée sur le respect des institutions démocratiques : les droits fondamentaux de chaque individu, des peuples et de la nature doivent prévaloir, et les situations de violence structurelle doivent être surmontées, dans un contexte où les défenseurs des droits humains, en plus de faire face à une diffamation, une déchéance, des menaces, et des agressions physiques et psychologiques systématiques, subissent de plus en plus de pression de la part des autorités, faisant l'objet de poursuites pénales et d'autres formes de harcèlement judiciaire, ce qui constitue l'une des formes les plus cruelles de la réduction de l'espace de la société civile. En Colombie, plus de 350 défenseurs des droits humains et leaders sociaux ont été tués, dans un environnement où le conflit sur les territoires occupés par les armes et où l'économie criminelle s'intensifie, faisant fi de l'accord de paix actuellement en vigueur, et où le dialogue avec l'ELN (deuxième groupe de guérilla le plus important de Colombie) devient de plus en plus difficile. Au Honduras, les défenseurs des droits humains et les environnementalistes sont systématiquement victimes de persécutions : 115 personnes ont récemment été assassinées dans une impunité la plus totale en raison du manque de volonté du gouvernement. Dans la région, nous assistons également à des coups d'État, à des tournants radicaux dans les systèmes démocratiques, et au démantèlement des acquis en matière de droits sociaux. Au Guatemala, le principal organe de lutte contre

la corruption, la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (« CICIG ») est en passe de disparaître. Nous voulons contribuer à surmonter les crises institutionnelles et le manque de démocratie dans les actions des différents gouvernements, et ainsi lutter contre les poursuites, l'emprisonnement, et la mort politique des opposants et des leaders sociaux, et les mesures de régression sociale, comme c'est par exemple le cas au Brésil qui a gelé ses dépenses publiques pour 20 ans. Nous voulons promouvoir une paix fondée sur le respect des citoyens et des droits sociaux et non sur la confrontation, la promotion de la terreur et de la violence comme c'est le cas au Nicaragua. Nous voulons soutenir des mesures destinées à lutter contre la pauvreté et les inégalités, et non des ajustements structurels qui conduisent à des affrontements sociaux, avec un nombre considérable de victimes comme en Haïti, et qui ne permettent pas de résoudre les crises et d'instaurer la durabilité. Nous voulons que règne la transparence et que soient rendus publics les intérêts des groupes de pouvoir, les économies illégales et la corruption qui ont gangrené la plupart des organisations politiques et des institutions de l'État, générant une crise politique qui met en péril l'état de droit et la gouvernance, et entrave le développement de politiques publiques reflétant les besoins et les demandes de la population, comme cela est le cas au Pérou. Enfin, nous voulons surmonter la violence sociale qui tue nos jeunes et empêche la mise en place d'options économiques pour les familles à revenu faible et moyen, comme au Honduras, au Salvador et au Guatemala qui ne prennent aucune mesure viables et effectives.

Nous demandons à ACT Alliance de continuer à soutenir les processus de paix en Colombie et de renforcer les activités de plaidoyer auprès du gouvernement colombien et du Conseil de sécurité des Nations Unies afin d'assurer la vérification de la mise en œuvre de l'accord de paix et de promouvoir le dialogue de paix entre le gouvernement et l'Armée de libération nationale.

Nous plaidons en faveur d'une justice économique : l'existence d'un état de droit ne suffit pas pour surmonter les inégalités économiques, sociales et politiques. Des politiques, des stratégies et des initiatives publiques sont nécessaires pour lutter contre l'exclusion des populations les plus vulnérables telles que les enfants et les peuples autochtones. Il est essentiel de faire des efforts dans le sens de la redistribution des ressources locales et de la mise en place de politiques fiscales équitables qui soient la base d'une architecture financière mondiale permettant un système différent du système actuel qui génère la dépendance, et qui soit fondé sur la coopération et la solidarité basées sur un développement inclusif, durable et équilibré au niveau régional. En ce sens, nous voulons promouvoir une justice économique qui, au sein de chaque pays, repose sur une répartition équitable des richesses, notamment par le biais de politiques fiscales et structurelles en faveur de l'équité et de l'éradication de la pauvreté, mais qui, également au niveau international, fasse en sorte que la coopération respecte ses engagements (de durabilité, d'efficacité et d'équité), de manière à ce que ne soient pas sacrifiées des régions entières au profit de priorités géopolitiques ou d'arguments tels que le revenu moyen, alors même que l'équité est inexistante, comme en Amérique latine et dans les Caraïbes. Nous voulons que les mesures d'ajustement n'aient pas d'effets néfastes sur la population pauvre qui a le moins accès à l'éducation, à la santé et à la sécurité sociale, notamment les personnes âgées dont les retraites sont faibles, ce qui est aggravé par le taux d'endettement élevé de certains gouvernements, comme l'Argentine, le Brésil, la Colombie et l'Amérique centrale. Les investissements internationaux doivent également tenir compte de l'utilisation durable des ressources naturelles et du renforcement des structures économiques locales. En ce sens, nous devons promouvoir un dialogue accru entre les gouvernements, le secteur privé national et international, et le secteur public de chaque pays.

Nous exigeons la justice climatique. Il convient de sérieusement renforcer les efforts et les engagements en vue de la mise en œuvre de l'Accord de Paris, et ce, en mobilisant les ressources nécessaires à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation de ses effets, en particulier pour les plus pauvres et les plus vulnérables, mais aussi en vue de protéger nos actifs naturels, sociaux et culturels. Nous ne pourrions y parvenir que si nous réduisons les émissions et limitons ainsi le réchauffement de la planète à 1,5° C. Nous manquons de nourriture et de terres productives, tandis que les sources d'eau et les littoraux disparaissent. Les maladies liées au dérèglement climatique augmentent et les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes et intenses. L'extraction des ressources, les monocultures et la croissance des mégapoles et des grandes villes, phénomènes liés au modèle de production dominant, ne font qu'aggraver cette vulnérabilité. Une mauvaise approche et une mise en œuvre inappropriée des mesures d'atténuation et d'adaptation engendrent la faim, la misère et surtout le manque d'eau. C'est le cas dans la région semi-aride du Brésil, dont la politique gouvernementale réductionniste et fragmentée génère ce que l'on appelle «l'industrie de la sécheresse». En tant qu'Alliance ACT, nous proposons la mise en œuvre de modèles de justice climatique complets pour assurer la préservation des ressources naturelles, en nous appuyant sur les énergies renouvelables ainsi que la collecte, le stockage et la réutilisation de l'eau. Il convient de favoriser la culture de plantes résistantes à la sécheresse sans manipulation génétique et d'adopter des politiques publiques qui permettent aux populations de cohabiter plus efficacement avec ce phénomène climatique.

Nous exigeons l'égalité des sexes en matière de justice. La distorsion et la stigmatisation de la perspective de genre, que les mouvements patriarcaux et politiques traditionnels appellent «l'idéologie du genre», conduisent à un non-respect des droits et à une régression des progrès réalisés en matière d'égalité et de justice de genre. Ce constat se vérifie au travers des visions, des lois et des politiques publiques qui banalisent les violences sexistes, y compris le viol et les féminicides, mais également au travers de la féminisation de la pauvreté, de la précarisation de l'emploi chez les femmes et d'une faible participation de ces dernières à la vie publique. L'éducation et la mise en œuvre des droits sexuels et reproductifs cèdent du terrain, entraînant ainsi des grossesses chez les adolescentes et d'autres conséquences qui affectent principalement les jeunes filles. Ce recul se répercute très souvent dans la législation, comme l'illustrent les lois sur la famille, adoptées au Nicaragua et au Salvador. En effet, ces textes aggravent la vulnérabilité et le manque d'opportunités pour les femmes, et ne permettent pas de sortir d'une conception patriarcale et réductionniste de la famille. Les rares droits obtenus par les communautés LGBT dans la région sont sérieusement menacés. Il s'agit de la population la plus victime des attaques menées par les fondamentalistes, dont les discours de haine et d'exclusion déclenchent des vagues de violences et d'assassinats à l'encontre de cette minorité. Nous souhaitons mettre en œuvre une approche fondée sur la justice de genre, qui permet de surmonter l'absence de lois destinées à protéger la population, en particulier les femmes, et de surmonter les actes et les discours de haine, les campagnes de désinformation et de dénigrement à l'encontre de l'éducation sexuelle dans les écoles. Nous voulons nous opposer au manque de visibilité, à la déformation et à la suppression de concepts tels que l'équité entre les sexes, mais également abroger les lois qui sanctionnent l'avortement, y compris lorsque celui-ci est spontané.

Nous demandons justice pour les populations migrantes et déplacées, qui sont expulsées et déracinées de leurs terres à cause de la violence sociale, politique et économique, et désormais en raison des effets du changement climatique. Dans la majorité des cas, ce déracinement implique la séparation des familles, l'exploitation et la traite d'êtres humains, le travail forcé et l'apatridie. Autant de phénomènes qui portent atteinte à la dignité humaine et à leurs droits en tant que personnes. Nous voulons contribuer à la protection

effective des droits des réfugiés et des migrants, et demander aux États de se conformer à cette obligation, y compris le droit d'asile, comme l'exige la caravane de migrants fuyant l'Amérique centrale et se dirigeant vers les États-Unis. Nous souhaitons témoigner notre solidarité à l'égard des pays confrontés à de graves problèmes d'approvisionnement, qui mettent en péril la sécurité alimentaire et entraînent une vague de migrants. C'est le cas du Venezuela, dont l'exode atteint déjà des dimensions ingérables. Nous voulons également être solidaires des populations apatrides à cause de crises sociales structurelles, à l'image des Dominicains d'origine haïtienne, dont la dignité et les droits sont bafoués.

NOUS NOUS ENGAGEONS

À continuer de soutenir les luttes de nos communautés inspirées par l'amour inconditionnel de Dieu pour toutes et tous, en particulier des communautés qui souhaitent vivre dignement.

Dans ce contexte de profonds contrastes, nous considérons qu'il est nécessaire de concentrer notre attention et nos efforts sur l'accompagnement et la promotion des défenseurs des droits humains, de la justice économique, et de la défense de la création. Par ailleurs, nous estimons qu'il convient de contribuer au renforcement de la gouvernance dans les contextes locaux qui conduisent à des crises structurelles.